

à assurer aux ouvriers du bâtiment une garantie annuelle de rémunération; demande d'examen par la Commission du travail de propositions sur ce sujet [14 mai 1957] (p. 2343); Art. 27 : Plan d'aménagement de la région de la Défense; relogement des expulsés; réinstallation des artisans et commerçants [15 mai 1957] (p. 2419); Art. 3 ter : Son amendement tendant à supprimer la possibilité de régler l'allocation-logement par bons (p. 2431, 2421); Art. 36 bis : Son amendement tendant à conserver à l'allocation-logement son caractère incessible et insaisissable et prévoyant toutefois la possibilité de la verser aux bailleurs et prêteurs dans certains cas particuliers (p. 2432); avis conforme de l'Union nationale des caisses d'allocations familiales (p. 2433); Art. 27 : Amendement de M. Fajon tendant à permettre à l'indemnité provisionnelle de reconstituer les biens ou les éléments de l'activité des expropriés (p. 2439, 2440); — sur les propositions de la Conférence des Présidents (augmentation des allocations familiales; remboursement à 80 0/0 des frais médicaux; réforme de l'enseignement; vote à la tribune pour la ratification des traités d'Euratom et du marché commun) [5 juillet 1957] (p. 3291, 3292); — sur le procès-verbal de la séance précédente (contestations sur le renvoi de la proposition de loi portant augmentation des allocations familiales) [11 juillet 1957] (p. 3530); — d'une proposition de loi tendant à majorer de 10 0/0 le montant des allocations familiales [16 juillet 1957] (p. 3626); Son rappel au règlement; opposition à l'irrecevabilité de la proposition (p. 3632, 3633); — en troisième lecture, du projet de loi tendant à favoriser le règlement des conflits collectifs du travail : Son approbation du texte voté par le Conseil de la République [16 juillet 1957] (p. 3628); — d'interpellations sur la politique économique du Gouvernement : Hausse considérable du coût de la vie; augmentation immédiate des allocations familiales; déficit du régime de la sécurité sociale; diminution des prix des produits pharmaceutiques; augmentation de la cotisation patronale [20 septembre 1957] (p. 4260 à 4262); — du projet de loi relatif au repos hebdomadaire des concierges d'immeubles à usage d'habitation, en qualité de Rapporteur [3 décembre 1957] (p. 5103); — d'une proposition de résolution relative à l'application de la semaine de quarante heures dans le commerce de détail, en qualité de Rap-

porteur : Dérogations à la semaine de cinq jours dans les magasins de commerce [10 décembre 1957] (p. 5256); — d'une proposition de loi tendant à faire bénéficier de certaines mesures spéciales les anciens déportés et internés, en qualité de Rapporteur pour avis : Nécessité de dérogations en matière de législation sociale et d'octroi de droits spéciaux (congés payés supplémentaires, retraite anticipée) [10 décembre 1957] (p. 5273, 5274); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958 : Revalorisation des prestations familiales [17 décembre 1957] (p. 5447, 5448). — Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre une question orale : relative aux secours aux compagnes de militaires, marins ou civils, morts pour la France [17 janvier 1958] (p. 116 et 117); — au refus de la carte de « déporté résistant » [24 janvier 1958] (p. 240, 241). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la durée du travail dans les établissements de commerce non alimentaire, en qualité de Rapporteur : Récupération des jours fériés chômés [7 février 1958] (p. 612, 613). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale une question orale : relative à l'avenant à la convention collective de travail des employés de maison [14 février 1958] (p. 772); — relative aux conditions d'hygiène des ateliers de certaines usines de la région parisienne [21 mars 1958] (p. 1831). — Prend part à la discussion sur les propositions de la Conférence des Présidents (fixation de la date de discussion de l'augmentation des prestations familiales) [21 mars 1958] (p. 1834, 1835).

GUIBERT (M. Germain), Député du Cantal (S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé membre : de la Commission de la presse [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de l'agriculture [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts

Le 13 juin 1956, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi

(n° 1462) portant modification de l'article L 9-1 du Code des pensions d'invalidité des victimes de la guerre, n° 2168. — Le 20 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 2862) de M. Quinson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur, tous les invalides militaires ou civils dont la carte d'invalidité porte la mention « station debout pénible », n° 3636. — Le 20 juin 1957, un avis au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 3455) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur les véhicules de tourisme appartenant aux pensionnés, quel que soit le taux de leur invalidité et qui sont titulaires de la carte d'invalidité portant la mention « station debout pénible », n° 5184. — Le 26 mars 1958, une proposition de loi portant statut de l'exploitation artisanale agricole et tendant à assurer l'expansion des régions agricoles sous-développées, n° 7012.

Interventions :

Son rapport au nom du 10^e bureau sur les élections partielles de l'Yonne [28 juillet 1956] (p. 3726). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ses observations sur le caractère spécialement pauvre de l'agriculture du Cantal, la nécessité d'adapter nos cultures à nos besoins par le vote d'une loi-cadre* [18 septembre 1957] (p. 4152, 4153); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, crédits d'investissements, AGRICULTURE : *Cas des régions de montagne, aménagement de l'habitat rural, adductions d'eau* [7 mars 1958] (p. 1322).

GUICHARD (M. Maurice), *Député proclamé de l'Ardèche (U.F.F.)*.

Est nommé membre : de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161).

Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement dans les Antilles françaises [21 février 1956] (p. 395).

Son élection n'est pas validée [19 avril 1956] (p. 1394).

GUILLAUMAT (M. Pierre), *Non parlementaire*.

Ministre des Armées.

(Cabinet Charles DE GAULLE)

du 1^{er} juin 1958 au 8 janvier 1959.

Est nommé *Ministre des Armées* (Cabinet Charles de Gaulle) [1^{er} juin 1958] (*J.O.* du 2 juin 1958, p. 5279).

GUILLE (M. Georges), *Député des Côtes-du-Nord (S.)*.

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de la Recherche scientifique et de l'énergie nucléaire,

(Cabinet Guy MOLLET)

du 1^{er} février 1956 au 17 mars 1956,

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé des Relations avec les Assemblées et de l'énergie atomique,

(même Cabinet)

du 17 mars 1956 au 13 juin 1957.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). — Est nommé membre : de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 160)(1), [2 juillet 1957] (p. 3112), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de l'intérieur [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôt :

Le 14 décembre 1956, un projet de loi portant modification de certaines dispositions de la loi du 6 janvier 1950 en ce qui concerne le statut du Conseil Economique, n° 3557.

Interventions :

Son rapport au nom du 8^e bureau sur les opérations électorales du département de la Haute-Savoie [20 janvier 1956] (p. 56). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du*

(1) Démissionnaire [2 février 1956] (p. 179).